

L'ennui avec le gouvernement actuel, c'est que depuis qu'il a accédé au pouvoir en 1984, il n'a pas su profiter de la prospérité dont le Canada jouissait depuis 1982. Comme à maintes reprises par le passé, les ministériels affirment encore que les taux d'intérêt élevés, le déficit considérable et l'endettement énorme actuels sont la conséquence des mesures désastreuses que les gouvernements libéraux auraient prises à la fin des années 1970 et au début des années 1980.

Ceux qui avancent ce genre d'argument devraient se souvenir que la montée en flèche du prix du pétrole sur la scène internationale et celle des taux d'intérêt ont non seulement entraîné l'économie canadienne dans la récession, mais plongé dans un climat analogue tous les pays occidentaux. Conformément au principe économique courant, le gouvernement de l'époque a utilisé sa capacité de dépenser pour créer de l'emploi et assurer aux Canadiens un niveau de vie minimal en période de grave récession internationale.

Le revers de la médaille, c'est qu'au retour de la prospérité, dû en partie aux mesures qu'avait mises en oeuvre le gouvernement libéral de l'époque, les gouvernements doivent freiner leurs dépenses pour éviter que leur économie ne s'emballe. Pourtant, le gouvernement actuel n'a pas su le faire, même s'il clamait à tout vent qu'il s'y appliquait. Dans son plan financier de 1984, il s'engageait en quelque sorte à réduire ses dépenses à une époque où le Canada jouissait de plus en plus de prospérité. Maintenant, il affirme vouloir poursuivre cette politique, mais il a attendu pour agir un moment si tardif du cycle des affaires que, je le crains fort, en comprimant ses dépenses, ce qu'il aurait dû faire depuis six ans, il risque de faire naître un climat de récession que craignent tous les Canadiens.

Le gouvernement n'a pas su atteindre l'objectif qu'il disait s'être fixé, de sorte que les Canadiens doivent faire face à des taux d'intérêt élevés, à une inflation à la hausse et à une politique financière qui n'a pas servi à favoriser la croissance et l'embauche que recherchent tous les Canadiens.

Le président suppléant (M. Paproski): Avant de donner la parole au député de Winnipeg St. James, en conformité de l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qui seront soulevées ce soir à l'heure de l'ajournement: la députée de Halifax—Les garderies; le député de Haldimand—Nor-

folk—Le commerce extérieur; le député de London—Middlesex—Les sciences et la technologie.

Reprenons le débat avec le député de Winnipeg St. James.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre la parole au sujet de ce projet de loi sur le pouvoir d'emprunt parce que cela me donne l'occasion d'exposer un certain nombre des préoccupations de mes électeurs de Winnipeg St. James.

On assiste aujourd'hui à une crise de confiance, au Canada.

• (1600)

Cette crise de confiance se manifeste sur plusieurs fronts. Elle ne se limite pas à la crise constitutionnelle qui semble toujours présente et qui découle du piètre leadership assuré par le premier ministre. Le malaise que je perçois au Canada et dont on me fait part dépasse grandement la question du lac Meech.

Il y a une crise de confiance en ce qui a trait à la conduite des affaires économiques. Il est clair que l'économie canadienne se détériore. Les indicateurs révèlent que nous ne sommes pas sur la bonne voie. Le pays est à la dérive, et les gens se demandent de plus en plus qui est le patron à Ottawa. Ils se demandent ce qui se passe dans la capitale nationale? Le gouvernement sait-il ce qu'il fait? Quelqu'un assure-t-il la direction? Ce sont certains des sentiments exprimés par les Canadiens.

Le ministre des Finances leur répond: «Tout va bien. Croyez-moi; faites-moi confiance. Tout ira bien.» Le problème, c'est qu'on ne le croit plus. Il n'a plus aucune crédibilité. Il nous chante cette chanson depuis qu'il est devenu ministre des finances à l'automne 1984. Personne ne le croit désormais. En 1984, il y a six ans, il a annoncé un plan de réduction du déficit s'échelonnant sur cinq ans. Il a lamentablement échoué malgré une période de croissance économique record.

Comparativement à nos principaux partenaires commerciaux, notre déficit n'a été réduit que du montant ridicule de 4 milliards de dollars. Cette diminution provient surtout d'augmentations d'impôts et non de compressions des dépenses. Les grandes déclarations du ministre ne sont que du vent. Il aurait pu profiter de l'actuelle période de croissance économique sans précédent pour mettre de l'ordre dans les affaires du pays. Qu'a-t-il fait sur la plan de la dette? Il l'a doublée.